



UNE LARGE COALITION POUR LA RÉFORME ÉLECTORALE MAINTENANT !

MONTRÉAL, le 6 septembre 2019 – Des dizaines d'organisations issues de tous les secteurs de la société civile (groupes de femmes, associations de retraités, de jeunes, d'étudiants, syndicats, environnementalistes, milieu communautaire) et regroupant déjà des millions de personnes, ont décidé de se rassembler pour promouvoir la réforme électorale au Québec. Elles lancent aujourd'hui la *Coalition pour la réforme électorale maintenant !* afin que le gouvernement de François Legault respecte sa promesse électorale de réformer le mode de scrutin à temps pour les élections de 2022.

Le premier ministre a la légitimité et les moyens d'agir pour déposer un projet de loi avant le 1^{er} octobre 2019 afin d'instaurer la proportionnelle mixte compensatoire pour les prochaines élections générales, tel que promis dans l'entente transpartisane signée en mai 2018.

La Coalition s'est donnée pour objectifs de promouvoir un vaste mouvement populaire en faveur de la réforme électorale partout au Québec, d'informer et sensibiliser largement la population aux enjeux de la réforme électorale, d'amener le gouvernement à tenir ses promesses et de renforcer la démocratie au Québec en contribuant à la tenue d'élections selon le nouveau mode de scrutin dès 2022.

« Nous avons réuni plus d'une quarantaine de groupes en une semaine et l'engouement ne fait que croître. Notre objectif est de fédérer des organisations de la société civile dans toutes les régions du Québec d'ici le 1^{er} octobre, pour rappeler au gouvernement de ne pas manquer ce rendez-vous historique pour notre démocratie », a déclaré Alain Marois, vice-président à la vie politique de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) ainsi que du Mouvement Démocratie Nouvelle.

« Pour le mouvement communautaire, il est clair que la réforme électorale va contribuer à une meilleure participation citoyenne, et donc à ranimer la vie démocratique partout au Québec », a affirmé Céline Métivier du Réseau québécois de l'action communautaire autonome.

Jocelyne Dupuis, de l'Association de personnes retraitées de la FAE, a abondé dans le même sens en soulignant que « trop de personnes âgées croient que la société se désintéresse de leur sort et elles délaissent la politique. Une réforme électorale leur procurerait la légitimité de participer à nouveau à la vie démocratique du Québec, tout en mettant fin au cynisme politique et en ayant une meilleure représentation de la volonté populaire ».

« Le meilleur moyen pour mettre fin au cynisme des citoyens et citoyennes envers la politique, c'est la réforme du mode de scrutin en y incluant des mesures législatives pour assurer la parité femmes-hommes », a pour sa part déclaré la directrice générale du Groupe Femmes, Politique et Démocratie, Esther Lapointe.

Pour Luc Vachon, président de la Centrale des syndicats démocratiques, « l'enjeu fondamental de la réforme du mode de scrutin est d'avoir une députation qui reflète davantage les votes exprimés. La légitimité de gouverner devrait découler du vote exprimé et non du fait de remporter le plus de sièges. Et il faut adopter une réforme qui permette d'assurer la parité entre les hommes et les femmes, l'objectif étant d'avoir une meilleure représentativité de la population en général ».

Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie à Greenpeace Canada a quant à lui affirmé avec force que « pour réellement protéger l'environnement et s'attaquer aux changements climatiques, les mots d'ordre

doivent être collaboration et vision à long terme. À ce titre, une réforme du mode de scrutin est essentielle si nous voulons que les partis dépassent la partisanerie et travaillent ensemble mettant de l'avant des politiques soutenues par une vraie majorité d'électeurs ».

« La population étudiante veut prendre part à un vrai débat d'idées. Cette réforme du mode de scrutin aidera à atténuer le cynisme des jeunes envers la politique québécoise et les poussera à s'intéresser davantage aux enjeux qui les touchent au quotidien », a soutenu Philippe Clément, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec FECQ.

Même son de cloche chez la présidente de Citoyenneté jeunesse, Jennifer Teasdale-Raymond, qui a prévenu que « pour combattre le décrochage démocratique et l'apathie politique chez les jeunes de moins de 35 ans, il est primordial d'actualiser notre système électoral afin de le rapprocher de la population. Les jeunes souhaitent retrouver des élues et des élus à l'Assemblée nationale qui représentent le Québec d'aujourd'hui. Un premier pas dans cette direction est l'instauration, dès 2022, d'un mode de scrutin proportionnel ».

-30-

La Coalition pour la réforme électorale maintenant ! rassemble à ce jour 45 organisations issues de tous les secteurs de la société civile, soit : Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), Association des étudiantes et des étudiants de l'Université Laval (AÉÉH), Association des Étudiants en Sciences et Génie de l'Université Laval (AESGUL), Association des juristes progressistes (AJP), Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics (AREQ-CSQ), Cégep de Saint-Laurent, Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF), Centrale des syndicats démocratiques (CSD), Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Centre des femmes de Rivière-des-Prairies, Centre de femmes l'Essentielle, Centre justice et foi, Centre ressources pour femmes de Beauport, Citoyenneté Jeunesse, Confédération des syndicats nationaux (CSN), Fédération autonome de l'enseignement (FAE), Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ), Fondation Béati, Fondation David Suzuki, Greenpeace Canada, Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD), Illusion-Emploi de l'Estrie, L'R des centres de femmes du Québec, La Collective des femmes de Nicolet et région, La Planète s'invite au Parlement, Le Pacte pour la transition, Maison des femmes des Bois-Francs, Maison d'Haïti, Nouveaux Cahiers du socialisme (NCS), Observatoire québécois de la démocratie, Regroupement des Femmes de la Côte-de-Gaspé, Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL), Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec, Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), Solidarité populaire Estrie, Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski (SCCCUQAR), Syndicat du personnel enseignant du Collège Ahuntsic (SPECA), Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM), Table nationale des corporations de développement communautaire (TN-CDC).

Contact : Julie Sion, responsable des communications, Mouvement Démocratie Nouvelle,

514 827-5923 (cell.) / julie.sion@democratie-nouvelle.qc.ca